

Déclaration de politique européenne et étrangère 2010

Le 16 novembre 2010, le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, a prononcé la traditionnelle déclaration de politique européenne et étrangère à la tribune de la Chambre des députés.

Seul le discours prononcé fait foi.

Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs

La politique étrangère de notre pays, comme celle de tout Etat souverain, possède de multiples dimensions. Elle constitue tout d'abord la manifestation vers l'extérieur de cette souveraineté et vise à préserver notre indépendance et notre sécurité. Elle doit en même temps contribuer à notre prospérité par son action au service de nos relations économiques extérieures, ce qui est particulièrement significatif pour un pays dont le marché national est aussi réduit que le nôtre.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont, peut être paradoxalement devenus plus nombreux et complexes depuis la fin de la menace existentielle qui faisait peser sur le monde la guerre froide.

Viennent tout d'abord à l'esprit les conséquences néfastes d'une mondialisation incontrôlée, perçue par la population comme étant à l'origine de la crise économique et financière et donc comme une menace diffuse mais grave pour l'avenir de notre modèle social, voire de notre mode de vie. D'où la montée des tensions et des égoïsmes, les replis identitaires en tout genre.

La persistance de la pauvreté la plus totale dans certaines parties du monde doit évidemment aussi retenir toute notre attention et notre engagement.

D'autres menaces paraissent moins immédiates, même si elles n'en sont pas moins réelles. Elles vont de la crise écologique au terrorisme, en passant par la prolifération nucléaire, le crime organisé et le trafic de drogues, qui déstabilisent des régions entières.

L'ampleur des phénomènes que je viens d'évoquer a pour conséquence inévitable que non seulement ils nous affectent déjà, à des degrés divers, mais qu'en outre seule une coopération active avec un grand nombre de partenaires dans le cadre de diverses organisations peut nous permettre d'espérer y faire face. Penser maîtriser seul sa destinée est une illusion que très peu d'Etats peuvent encore se permettre de nourrir et nous n'en faisons certainement pas partie.

Il s'ensuit nécessairement qu'un pays comme le nôtre est particulièrement dépendant de ses relations avec le reste du monde et donc de sa politique étrangère. C'est aussi pour cela que j'ai à cœur de nous voir consacrer, même en ces temps de restrictions budgétaires, des ressources suffisantes aux différents instruments de cette politique, qu'il s'agisse de notre appareil diplomatique, de notre aide au développement ou encore de notre effort de défense.

Ce qui est en cause ici n'est d'ailleurs pas seulement la défense de nos intérêts. Il s'agit aussi, et peut être même surtout, de la sauvegarde de nos valeurs.

En effet, une politique étrangère qui ne serait guidée que par une vision étroite des intérêts du pays serait une entreprise cynique vouée à l'échec. Je sais bien que le cynisme est en vogue de nos jours, mais je demeure totalement convaincu que la politique étrangère doit se référer à des valeurs fondamentales qui guident d'ailleurs l'ensemble de la politique du gouvernement.

Les droits de l'homme, la solidarité et l'Etat de droit constituent les points cardinaux de notre action. Dans la société internationale, ils se traduisent par notre engagement pour le multilatéralisme et le droit international, seuls remparts contre la loi de la jungle et le droit du plus fort.

L'ordre juridique international auquel nous aspirons ne protège évidemment pas seulement les Etats mais incorpore également les droits de l'individu. C'est dans ce contexte que s'inscrit, par exemple, notre engagement inlassable pour l'abolition de la peine de mort. Nous nous engageons évidemment aussi pour la libération de prisonniers politiques. Pour cette raison, je voudrais saluer la levée de l'assignation à résidence totalement injustifiée de Madame Aung San Suu Kyi, la figure de proue de l'opposition au régime militaire de Birmanie.

Nous sommes donc confrontés à une situation dans laquelle coexistent le changement et la pérennité : les défis changent et exigent de notre part que nous changions également. Notre faculté d'adaptation, et celle des organisations auxquelles nous appartenons, est mise à l'épreuve. En même temps, les valeurs qui sont les nôtres – à savoir la démocratie, l'humanisme et la tolérance – restent immuables.

Réseau diplomatique

Le Luxembourg s'est transformé autant que le monde dans lequel nous vivons. Pour continuer à exister, nous devons nous adapter et être présent là où nos intérêts le réclament. Ce processus de changement et d'adaptation affecte en premier lieu notre réseau diplomatique, il est d'une importance essentielle que celui-ci dispose de la capacité de continuer à s'adapter aux nouvelles données de la société internationale. Il faut faire face à de nouvelles tâches, comme notre contribution au sein du nouveau service européen d'action extérieure. Il faut prendre en compte des régions et priorités émergentes, qu'elles soient d'ordre politique ou économiques, les deux étant d'ailleurs souvent liés.

C'est pour cela que j'ai lancé une réflexion sur l'agencement futur de notre réseau, en vue notamment de mieux nous représenter dans des régions comme les Balkans, le Moyen Orient, la Turquie ou encore l'Amérique latine.

Le Luxembourg procédera sous peu à l'ouverture d'une structure diplomatique et consulaire permanente à Abu Dhabi, dans les Emirats Arabes unies. Il s'agira d'une ambassade avec une présence luxembourgeoise à plein temps, même si l'ambassadeur sera non résident.

Dans le courant de l'année prochaine, nous ouvrirons une ambassade en Turquie. Le chef de poste aura sa résidence à Ankara.

Pourquoi la Turquie ? Tout simplement parce que, indépendamment des négociations d'adhésion avec l'UE, des ouvertures politiques et économiques s'offrent de plus en plus dans ce pays. Le Luxembourg ne peut pas se permettre d'être le seul pays de l'UE à ne pas entretenir d'ambassade en Turquie.

Le système des co-accréditations qui prévoit l'accréditation d'un ambassadeur dans plusieurs pays devrait nous permettre d'être présent dans certains pays qui sont importants pour nous, ou qui vont le devenir. Je pense ici en premier lieu aux pays de l'Ex-Yougoslavie et à l'Albanie.

Cela signifie plus précisément que nous nommerons un ambassadeur non permanent pour la Serbie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, ainsi que pour l'Albanie. Ces pays seront couverts soit depuis le Luxembourg, soit à partir d'une ambassade qui s'y prête d'un point de vue géographique. Nous songeons également à accréditer à moyen terme un ambassadeur non-résident.

Quelque problématique que soit la situation au Proche Orient, le fait est que le Luxembourg doit y être représenté plus fortement au niveau diplomatique. Cette région représente aussi un défi pour la sécurité durable pour l'Europe. Elle offre

également de nombreuses possibilités à l'avenir dans les domaines économiques et commerciaux. Je pense notamment à des pays comme l'Egypte, la Jordanie et le Liban.

J'espère que dans un an nous pourrions accueillir à un Etat palestinien à l'ONU à New York et ainsi accréditer simultanément un ambassadeur en Palestine et en Israël.

Le Brésil est à de nombreux égards important pour le Luxembourg. Nous y accréditerons un ambassadeur avec résidence à Luxembourg et nous envisageons l'ouverture d'un consulat général à Sao Paolo.

Mais je voudrais également souligner que les frais pour ces mesures sont strictement surveillés et qu'elles sont maintenues au niveau le plus bas possible. Dans ce contexte, je voudrais signaler que nous allons intégrer notre représentation auprès de l'OSCE dans l'ambassade, ce qui nous permettra de faire des économies substantielles. Ces mesures font partie de notre effort pour rendre notre réseau diplomatique encore plus performant et ce avec les moyens dont nous disposons et avec des synergies qui sont sensées.

Avant d'évoquer de façon plus détaillée la situation dans les principales organisations au sein desquelles nous œuvrons, je voudrais consacrer quelques instants à notre voisinage immédiat.

Benelux

Le Benelux, né dans les heures sombres de la guerre, fait lui aussi l'objet d'un processus de mise à jour, matérialisé dans le nouveau traité qui, nous l'espérons, entrera bientôt en vigueur.

Le Benelux est pourtant plus qu'un simple traité ! L'essence politique du Benelux est de faire avancer l'intégration européenne et de promouvoir la coopération concrète dans l'intérêt des citoyens des trois membres fondateurs. Depuis les dernières élections, nos voisins belges se trouvent dans une situation spécifique ; nos amis néerlandais ont mis en place une forme de coalition inédite. Personnellement, j'espère que les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg resteront à l'avenir un bastion de stabilité politique où les valeurs européennes que sont le multiculturalisme, la tolérance et la non-discrimination seront ardemment défendues – et je m'y emploierai de toutes mes forces. Le Benelux continuera à entretenir des relations étroites avec les pays baltes, ainsi qu'avec les pays de Visegrad. L'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie, l'Hongrie et la République tchèque montrent un grand intérêt pour cette coopération qui fonctionne déjà très bien au niveau des ministres des Affaires étrangères.

La France et l'Allemagne

La grande région constitue le cadre d'un grand nombre d'initiatives et de coopérations d'une importance pratique considérable pour la vie quotidienne de tous ceux, luxembourgeois ou non, qui contribuent à la vie économique sociale et culturelle de notre pays.

A ce titre la politique de la grande région est un élément important de notre politique vis-à-vis de nos Etats voisins, même si elle ne saurait prétendre constituer la totalité de notre politique à leur encontre. En effet, le partenariat avec ces trois Etats va évidemment bien au-delà des seules questions régionales.

Il ne vous aura pas échappé que ces derniers temps, nos relations avec nos deux grands voisins de l'Ouest et de l'Est ont été marquées par des débats d'une vivacité et d'un ton inhabituels. Il est intéressant de noter que l'objet de ces

débats n'était pas tant les relations bilatérales qu'une certaine conception de notre partenariat au sein de l'Union européenne. En tout état de cause, il me tient à cœur de souligner que l'excellence de nos relations avec ces deux amis, voisins et partenaires n'est évidemment affectée en rien par l'une ou l'autre déclaration malheureuse.

L'UE ne permet pas seulement des différences entre ses membres ; elle a parfois besoin de ces controverses constructives pour trouver à la fin du compte la bonne voie. Les différences d'opinion au sein de l'UE ne sont au fond pas des différends diplomatiques au sens classique entre deux ou plusieurs Etats souverains. Ce sont des échanges argumentés qui, dans le cadre de l'Union, ont toujours partie liée avec l'équilibre entre intérêts nationaux et intérêts communautaires. Le Luxembourg joue son rôle en promouvant et en défendant à l'occasion les règles et l'esprit de l'Union européenne. Bien évidemment, nous avons aussi nos intérêts nationaux. Nous ne pouvons et ne voulons les modifier qu'à condition qu'ils soient utiles à toute l'UE. Et non pas lorsqu'il s'agit de principes rigides qui entraîneraient, comme dans le cas du secteur bancaire, une distorsion de la concurrence inacceptable dont les pays européens non membre de l'UE seraient les premiers bénéficiaires et nous, ainsi que l'UE, les principaux perdants. C'est pour cela que nous ne pouvons pas tout accepter ce qui vient de Paris, de Berlin ou de Londres. Se défendre, cela signifie faire usage d'arguments qui reposent sur l'esprit des traités. Ni plus, ni moins non plus. Cela est spécialement vrai pour cette phase post-Lisbonne particulièrement nerveuse.

La crise économique et financière et l'Euro

Le plus grand projet de paix et de prospérité auquel notre pays est associé est incontestablement l'Union européenne. Celle-ci souffre à l'heure actuelle d'une

crise de solidarité et de confiance. Il incombe à tout Européen d'aider afin de surmonter ces moments difficiles. Aussi faut-il mettre en évidence l'essentiel : Un premier élément essentiel est évidemment l'euro, le projet commun par excellence, qui affecte directement la prospérité de centaines de millions d'européens.

La crise économique et financière n'a pas seulement précipité des millions d'individus dans la détresse, elle a également sérieusement mis à mal les finances publiques d'un certain nombre de pays, y compris dans la zone euro. Ces Etats membres se sont trouvés confrontés à d'importants déficits budgétaires et un endettement croissant.

Le cas le plus extrême s'est avéré être celui de la Grèce, qui a dû renoncer à faire appel aux marchés des capitaux et n'a pas trouvé d'autre issue que de se tourner vers ses partenaires pour financer son déficit et sa dette publique. La crise grecque a menacé d'emporter dans son sillage d'autres pays de la zone euro. Une nouvelle crise bancaire aurait pu éclater à cause de l'exposition de banques européennes à la dette souveraine grecque.

La crise des pays surendettés a montré que l'appartenance à la zone euro a été abusée par d'aucuns comme garantie pour repousser les limites de l'endettement national. Elle a aussi montré que le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) – qui aurait justement dû prévenir tout endettement excessif - n'était pas bien appliqué et que la coordination des politiques budgétaires et économiques négligeait des variables importantes telles que la compétitivité et la balance des paiements.

A l'heure actuelle, nous ignorons tous le sort que connaîtra l'Irlande. Nous savons par contre :

1. que les écarts de crédit ou « spreads » au sein de la zone euro, c'est-à-dire les différences entre les taux auxquels les Etats peuvent emprunter sur les marchés financiers par le biais d'émission d'obligations, varient du simple au triple selon l'Etat membre ;
2. qu'il est plus important de se concentrer sur la mise en place d'un mécanisme permanent de gestion de crise que d'insister sur la révocation du droit de vote des Etats déficitaires.

Je souscris à la proposition du Premier ministre luxembourgeois d'introduire des eurobonds qui verrait la mise en commun partielle et la gestion commune des dettes publiques des Etats de la zone euro. Cet instrument nous aiderait à prévenir de telles crises parce que de tels eurobonds comportent moins de risque que des bonds « nationaux ». La division de la dette nationale, en une part gérée en commun et une part gérée à titre national, incitent les Etats à réduire leur dette.

Les eurobonds peuvent avoir un impact direct et agir de façon préventive. Reste à savoir si le mécanisme permanent de gestion de crise réussira à relever ce défi.

La zone euro à l'heure de changements fondamentaux

La coordination des politiques économique et budgétaire a déclenché un important processus d'adaptation pour l'UE et la zone euro dont les fondements mêmes étaient en cause. Faisant face à ce défi, les dirigeants de la zone euro ont pris une série de mesures permettant de répondre à des situations de crise immédiate et de prendre des précautions pour l'avenir. Presque tous les Etats membres se sont montrés solidaires.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de l'euro, les gouvernements, la Commission, la BCE, le président du Conseil, les commentateurs ainsi que les

investisseurs semblent converger vers une même analyse : il est grand temps de réformer la gouvernance de la zone euro.

Je me félicite des modifications adoptées car elles permettent un saut qualitatif dans le domaine de l'intégration économique de l'UEM, changements qui étaient encore impensables il y a un an.

Une réflexion sur les faiblesses du volet économique de l'UEM a enfin été engagée. Celle-ci a abouti à la création d'une *Task force* sur la gouvernance économique de l'UE, à laquelle participent les 27. La task force avait pour mandat de publier des recommandations destinées à améliorer la discipline budgétaire, à travers un renforcement des volets préventif et correctif du pacte de stabilité et de croissance. La Commission européenne a adopté en septembre un ensemble de propositions législatives prévoyant le plus important renforcement de la gouvernance économique de l'UE et de la zone euro depuis le lancement de l'UEM.

Jusqu'à présent, l'un des éléments les plus visibles de l'approfondissement de la partie économique de l'UEM a été l'introduction du « semestre européen ». Il prévoit qu'à partir de 2011, les Etats membres présenteront au printemps, dans le cadre de leurs programmes de stabilité et de convergence, les grandes orientations de leurs budgets pour l'année suivante – et ce sans porter atteinte aux prérogatives de leurs parlements nationaux. Le « semestre européen » est une innovation qui a été adoptée à l'initiative du Luxembourg.

Cette nouvelle gouvernance des politiques budgétaires, tout comme une meilleure prise en compte du critère de l'endettement et des déséquilibres macroéconomiques, devraient éviter qu'une situation comme celle qu'a connue la Grèce ne se reproduise à l'avenir.

Les autres éléments importants pour faire face aux turbulences de la zone euro ont été la mise en place, par les pays de la zone euro et le FMI, d'un plan d'assistance à la Grèce. La création du Fonds européen de stabilisation financière, basé à Luxembourg, constituait la réponse concrète. Certes, ces instruments sont de nature intergouvernementale - en dehors du cadre institutionnel existant. Mis en place pour une durée de trois ans, pour être remplacé à terme par un mécanisme permanent, le fonds de stabilisation est destiné à adresser faire face à des crises financières éventuelles.. Dans ce contexte, le Conseil européen de décembre est supposé statuer sur les propositions d'Herman Van Rompuy.

Notre pays défend également avec vigueur une surveillance renforcée des Etats membres qui partagent le même destin à travers la monnaie unique. Le succès de la zone euro passe inévitablement par plus d'intégration en matière économique.

Les Etats de la zone euro ont fait preuve d'une formidable solidarité - à l'exception de la Slovaquie qui a décidé de ne pas contribuer au plan d'assistance pour la Grèce - et ont ainsi montré aux marchés que l'attachement politique des Etats à l'euro est réel. Je n'ose même pas imaginer les coûts massifs qui seraient associés à la sortie de l'euro pour un pays. L'impact sur la dette souveraine et sur la structure de cet endettement serait catastrophique, sans parler du risque de contagion. Je rappelle que les couches sociales plus défavorisées ont surtout bénéficié de l'euro, grâce à une inflation faible et des taux d'intérêts bas. L'importance de l'euro en tant que facteur d'intégration européen ne peut pas non plus être sous-estimée, tout comme sa contribution à la lutte contre une certaine « lassitude de l'intégration ». L'adhésion de l'Estonie à la zone euro le 1^{ier} janvier 2011 et la volonté constante d'adhésion manifestée par d'autres Etats membres en sont la meilleure preuve.

Des pays, qui il y a 10 ans figuraient parmi les plus pauvres de l'UE, ont pu rattraper leur retard économique grâce notamment aux fonds de cohésion, mais aussi grâce à la stabilité monétaire que leur a donné l'appartenance à la zone euro. Malheureusement, il y a trop de pays qui n'ont pas suffisamment utilisé les avantages offerts par la monnaie unique afin de consolider leurs budgets et réformer leurs économies. En fait, ils ont souvent exploité les avantages en négligeant les responsabilités qui découlent de l'appartenance à la zone euro. Un changement fondamental est nécessaire.

Nous ne sommes sans doute pas arrivés au bout de nos efforts.

Mais il faut également se garder d'être trop pessimiste. Il y a également des nouvelles positives à signaler dans la zone euro. L'Allemagne, par exemple, connaît une croissance de 3,5% en 2010 et où la politique salariale semble s'orienter dans la bonne direction. Maints Etats connaissant une croissance faible et un taux de chômage élevé, un endettement et des déficits budgétaires importants sont contraints à des coupes drastiques dans leurs budgets sociaux et à des augmentations de la charge fiscale qui provoquent à leur tour des tensions politiques et sociales.

Le budget 2011 et son paquet de mesures, qui seront débattus dans un mois au sein de la Chambre, représentent la réponse de ce gouvernement au débat ayant trait à la gestion de la crise

Il est donc nécessaire de trouver le bon équilibre entre consolidation budgétaire et reprise économique afin de ne pas provoquer des déchéances socio-politiques. Il est donc nécessaire de respecter le Pacte de stabilité et de croissance. C'est en agissant de manière collective que nous sommes en mesure d'affronter les défis

qui se posent, le cas échéant, aux Etats membres pris individuellement, mais qui influent sur la stabilité de la zone euro dans son ensemble. La gouvernance renforcée de la zone euro que je viens de décrire doit nous y aider.

Il ne faudra pas que nous limitions cette action commune au sein de la zone euro, nous en aurons également besoin au niveau de l'Union européenne dans son ensemble. Je cite, à titre d'exemple, l'échec qu'ont connu hier soir (15 novembre) les discussions de conciliation au sujet du budget européen pour 2011. L'Union européenne sera contrainte d'avoir recours aux douzièmes provisoires parce qu'un nombre limité d'Etats membres refusent de discuter avec le Parlement européen d'une méthode qui permettrait d'associer ce dernier à la définition des prochaines perspectives financières. Cet échec est dû d'un côté au refus de certains Etats membres d'associer le Parlement européen d'une manière ou d'une autre, qui pourrait aller au-delà du Traité, aux futures discussions, et d'un autre côté au refus de ces mêmes Etats membres – qui profitent des plus importantes ristournes – de discuter sérieusement de l'adaptation de la structure des ressources propres à l'occasion de la renégociation des prochaines perspectives financières. L'Union européenne dans son ensemble essuie ainsi un échec mais également le Traité de Lisbonne qui donne un droit égal au Parlement européen dans l'adoption du budget annuel ; une disposition qui vient d'être appliquée pour la première fois.

Il serait naïf de croire que la crise européenne se limite aux effets de la crise financière globale sur l'Euro et sur les finances publiques nationales. Ne nous leurrions pas : Il y a des indications que la confiance dans le processus d'intégration n'est plus totale. L'Europe, longtemps synonyme d'avenir meilleur et de prospérité, devient maintenant pour beaucoup le symbole de toutes les craintes face à l'avenir de la société qui change trop vite au goût du plus grand nombre. Ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est plus l'ouverture, le projet commun

et l'avenir partagé. C'est un recul, un repli identitaire, l'intolérance et la montée des égoïsmes dans les Etats membres et entre les Etats membres, comme l'a si bien illustré la crise grecque. Le phénomène se traduit d'ores et déjà clairement en termes de résultats électoraux dans un certain nombre d'Etats membres où certains ont profité d'un discours discriminatoire envers les minorités, les cultures et les religions.

Je n'ai pas besoin de souligner à quel point ces développements sont inquiétants pour un pays qui dépend autant du processus d'intégration européenne que le Luxembourg. Pour y faire face, il ne suffit plus d'évoquer avec nostalgie l'ardeur visionnaire des pères fondateurs et l'extraordinaire transformation du continent depuis les ruines physiques et psychologiques de l'après-guerre, même si cette réalisation continue à juste titre à susciter l'admiration en Europe et dans le monde. Il faut démontrer aux Européens que l'Union européenne continue à être le seul environnement dans lequel ils puissent prospérer économiquement, dans le respect de leurs droits sociaux et dans la sécurité collective et personnelle.

Tel est l'objectif central du processus de changement et d'adaptation dans l'Union européenne. Cet objectif ne se limite pas à la gouvernance de la zone euro. L'Union européenne est une communauté de valeurs qui reconnaît les droits de l'Homme comme étant indivisibles et absolus. Ceux qui ne partagent pas ces valeurs n'appartiennent pas à cette communauté.

Pour défendre plus efficacement ses intérêts et valeurs sur la scène internationale, l'Union européenne s'est dotée d'institutions renforcées depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

L'enjeu est concret : la mondialisation, qui suscite tant d'appréhension en Europe, ne sera, à terme, acceptable en Europe que si les citoyens ont le sentiment que les valeurs fondamentales du modèle européen, et je pense tout particulièrement à la cohésion sociale, sont défendues efficacement dans les enceintes où se définit la gouvernance globale.

OMC – la politique commerciale

Le meilleur exemple à cet égard est la politique commerciale. Quelle enceinte cristallise en effet mieux que l'OMC les espoirs et les craintes liés à l'évolution de l'économie mondiale et au développement du commerce international ? L'espoir de voir s'ouvrir de nouveaux marchés le dispute à la crainte de voir nos systèmes sociaux succomber à la dure concurrence de nouveaux acteurs.

Le bilan de l'Union européenne est ici contrasté. Nous sommes parvenus à éviter, grâce à des efforts et une pression constants, que la crise économique et financière ne se traduise, comme dans les années 30, par une guerre commerciale à outrance, où nous aurions tous été perdants, particulièrement les économies ouvertes comme celle de l'UE ou du Luxembourg. Ce succès est incontestable.

En revanche, la conclusion du cycle de Doha paraît toujours aussi lointaine. Je le regrette d'autant plus que c'est aussi dans l'intérêt des plus pauvres que ce cycle a été lancé. Le multilatéralisme est la seule forme d'organisation du commerce mondial qui ait le potentiel d'être juste et profitable pour tous. Mais pour cela, il faut enfin conclure le cycle de Doha, grâce auquel le système multilatéral sera mieux en mesure de répondre aussi aux besoins spécifiques des pays les moins avancés. Nous continuerons donc à soutenir les efforts de la Commission en vue de conclure cette négociation.

En l'absence de progression sur la voie multilatérale, l'UE n'est d'ailleurs pas restée inactive. Elle a, par exemple, signé un accord de libre échange extrêmement ambitieux avec la Corée du Sud. Nous espérons que le Parlement européen qui, depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, a désormais voie au chapitre en matière de politique commerciale commune, sera en mesure d'approuver cet accord l'année prochaine. L'Union européenne a également lancé la négociation d'accords de libre échange avec de nombreux autres partenaires, y compris l'Inde et le Brésil, pays dont les chiffres du Statec nous montrent l'importance croissante aussi pour notre économie.

L'UE s'est également préoccupée d'adapter ses relations commerciales avec ses partenaires traditionnels, les pays ACP. A cette fin, elle a entamé la négociation des Accords de partenariat économique (APE), qui doivent marquer un jalon dans l'évolution vers des relations plus équilibrées avec ces partenaires. Bien entendu, l'UE continuera à tenir compte de leurs situations spécifiques et de leur besoin d'assistance en vue de s'adapter à cette nouvelle donne.

Si donc l'exemple de la politique commerciale nous montre une Union européenne tout à fait capable d'agir en faveur de ses valeurs et de ses intérêts, tel n'est malheureusement pas le cas dans l'ensemble de l'action interne et externe de l'Union.

L'UE, un an après Lisbonne

Force est en effet de constater que l'Union européenne, huit mois après l'entrée en vigueur du nouveau traité, peine à trouver son nouvel équilibre institutionnel. L'apparition de nouveaux acteurs, comme le Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et le Président du Conseil européen, ou encore le rôle du Conseil européen en tant que nouvelle institution, n'ont pas empêché l'apparition de tensions entre les différentes institutions. La cohésion et

l'efficacité de l'UE souffrent de la lenteur de la mise en place de son nouveau *modus operandi*. Cette évolution était d'ailleurs prévisible.

Ces tensions contribuent à l'émergence, récente, de nouveaux réflexes intergouvernementaux qui risquent par ailleurs de nuire à l'esprit de solidarité communautaire. L'Union européenne ne traverse pas une période facile ; une période de restrictions budgétaires, de risque de replis nationalistes, dans un contexte général de fatigue d'intégration et de fatigue d'élargissement.

Mais l'Europe dans laquelle nous vivons, née sur les cendres des guerres du 20^e siècle, s'est faite, dès le début, au fur et à mesure des crises politiques et économiques. Permettez-moi de citer Jean Monnet, visionnaire dont les convictions sont toujours aussi pertinentes : « L'Europe de forgera à travers des crises, et l'Europe sera la somme des solutions adoptées pendant ces crises ». Ce n'est pas une Europe parfaite, issue d'un trait d'un concept politique cohérent, mais une construction politique complexe, évoluant en fonction des développements internes et externes.

Le respect de la méthode communautaire

Après une décennie de débats institutionnels, il est devenu urgent de nous concentrer sur le fond, de voir les évolutions géopolitiques et géoéconomiques en face et d'agir. L'Europe doit fonctionner en tant qu'entité politique si elle veut être à la hauteur des évolutions internationales dans un monde qui change en permanence.

Pour le Luxembourg, le respect de la méthode communautaire, l'outil de la dynamique d'intégration, reste aussi le meilleur garant de la défense de ses intérêts. Le rôle fondamental de la Commission européenne doit subsister. Elle garantit la poursuite et la défense des intérêts horizontaux de l'Union

européenne. Durant l'année écoulée, le Luxembourg s'est fait, de nombreuses fois, l'avocat de la méthode communautaire et du respect des rôles respectifs des institutions. Par exemple lors de la définition des futures tâches du Président du Conseil européen en automne 2009, quand le Luxembourg a publié avec ses partenaires belges et néerlandais un papier BENELUX sur la mise en œuvre du Traité de Lisbonne.

De nombreux Etats voient en effet dans le Conseil européen la seule institution permettant de faire progresser la construction européenne. Or, cette vision conduit à des tensions qui ne manquent pas d'affecter l'équilibre institutionnel mis en place par le Traité de Lisbonne et risque de porter les germes d'un directoire des grands et du réflexe intergouvernemental. D'un côté, le Conseil européen, où l'unanimité est de mise, ne permet pas les décisions à majorité qualifiée comme au Conseil des Ministres. De l'autre côté, le Conseil européen ne doit pas permettre que les intérêts des grands pays (exemple Deauville) soient présentés d'office comme des intérêts européens.

Le Luxembourg continuera à s'engager pour la participation de toutes les institutions et de tous les Etats membres au processus décisionnel dans le respect du traité et de la méthode communautaire. Le Luxembourg n'acceptera pas que le rôle principal du Conseil européen devienne celui de limiter les compétences de la Commission européenne.

Travailler avec le traité de Lisbonne signifie également accepter le nouveau rôle du Parlement européen. Le Parlement est en effet devenu un acteur incontournable dans le processus de prise de décision européen, avec son statut de co-législateur dans le cadre de la procédure législative ordinaire ou l'extension de ses compétences en matière de budget. Le Parlement est conscient de son rôle politique croissant et l'utilise, comme on l'a vu avec le dossier

SWIFT par exemple. En se positionnant politiquement et en nourrissant le débat public intra-européen, le Parlement consolidera l'émergence d'une opinion publique européenne. Je pense que le renforcement d'une sensibilité européenne sur des sujets qui intéressent les citoyens nourrira un nouvel élan d'intégration européenne.

Initiative citoyenne et Parlements nationaux

L'Initiative citoyenne, autre nouveauté introduite par le traité de Lisbonne, va dans le même sens d'une plus grande implication des citoyens dans le débat politique. Il s'agit d'une nouvelle forme de participation politique, qui permet aux citoyens européens, s'ils sont au nombre d'un million au moins et ressortissants d'un nombre significatif d'États membres, d'appeler la Commission à soumettre une proposition sur des questions précises, relevant des domaines de compétence de l'UE. Je remercie d'ailleurs la Chambre pour son input précieux sur ce sujet lors de la consultation publique qu'a menée la Commission afin de concrétiser l'initiative. Le Parlement européen se prononcera en décembre au sujet de la proposition de règlement de la Commission. Je vous remercie également de vous être organisés afin de jouer au mieux le rôle important que le traité de Lisbonne assigne aux Parlements nationaux. Vous allez en effet être de plus en plus sollicités dans le cadre du processus décisionnel européen et notamment en ce qui concerne le contrôle du principe de subsidiarité.

Service européen d'action extérieure

Placé sous la responsabilité de la Haute Représentante, le nouveau Service européen d'Action extérieure est bien sûr le nouvel outil par excellence pour renforcer la voix de l'Europe dans le monde. Si la mise en place du service fait encore l'objet de tensions entre les acteurs concernées, la Commission, le Conseil, les Etats membres et le Parlement européen, il serait faux de voir dans les douleurs de sa naissance les indices d'un échec. Le nouveau Service est un

corps diplomatique embryonnaire, mais il grandira. Il engendrera de nouvelles dynamiques qui échapperont aux velléités de ceux qui essaient de le brider, des dynamiques fondées sur les réflexes européens qu'acquerront les femmes et les hommes, parmi lesquels des Luxembourgeois, qui travailleront en son sein. Son établissement ancre une idée dans une réalité juridique ; une fois qu'elle sera opérationnelle, elle permettra l'éclosion de l'esprit qui sous-tend sa création, un esprit de solidarité qui devra davantage se manifester en-dehors des frontières de l'Union européenne.

Le processus d'élargissement

Ces frontières changeront aussi au cours des années à venir vu que le processus d'élargissement de l'UE, ensemble avec l'approfondissement, continue d'être un pilier politique important de l'UE, politique que notre pays soutient. En effet le processus d'élargissement est un puissant moteur de changement dans les pays candidats. Ce moteur leur permettra d'asseoir l'état de droit, de consolider le respect des droits de l'homme et de promouvoir la mise en œuvre de réformes économiques, garantissant ainsi à leurs citoyens une dimension sociopolitique plus élevée.

De son côté l'UE doit elle aussi changer et sortir de l'atmosphère actuelle de fatigue d'élargissement en continuant à offrir une perspective européenne à ces pays qui doivent bien évidemment respecter les critères prédéfinis.

Je sais que cette politique suscite le scepticisme dans beaucoup de pays de l'UE ainsi que dans notre pays. Mais il est aussi de notre intérêt de voir ces pays entrer dans la dynamique de prospérité et de sécurité qu'entraîne le processus d'intégration européenne partout où il prend racine. Nos intérêts et nos valeurs nous imposent de soutenir cette extension et cette consolidation de l'Etat de droit et de la démocratie.

Il y a actuellement quatre pays qui se sont vu octroyer le statut de pays candidat, à savoir l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine, la Croatie, l'Islande et la Turquie. Trois autres pays des Balkans occidentaux ont présenté leur demande d'adhésion à l'UE, le Monténégro en décembre 2008, l'Albanie en avril 2009 et la Serbie en décembre 2009. Le dossier de l'élargissement est cependant très complexe vu que chaque pays se trouve à un stade difficile du processus et nécessite donc un cadre « sur mesure » pour faire avancer le processus d'adhésion. Celui-ci avance selon le principe des mérites propres de chaque pays candidat ou pays candidat potentiel.

Le pays le plus avancé à l'heure actuelle est la Croatie. Les Croates ont accompli des progrès considérables pendant les douze derniers mois pour rapprocher leur législation de l'acquis communautaire. Des efforts sont absolument nécessaires en ce qui concerne la réforme de la justice, la protection des minorités, la lutte contre la criminalité et la corruption. La coopération avec le TPIY à La Haye ne fonctionne pas encore à 100%.

La Turquie a aussi entrepris des efforts de réformes notables. Notre pays continue donc à plaider pour la poursuite de ces négociations, dans le strict respect des critères fixés, même si ici et là on entend des voix qui plaident pour un abandon de celles-ci. Mais la crédibilité et l'intérêt de l'UE sont en jeu. Une Turquie qui se rapproche des standards européens et adopte l'acquis communautaire est un gain pour l'UE - une Turquie européenne sera un atout majeur pour l'UE. Bien que le chemin de la Turquie soit encore long, l'UE doit continuer à soutenir les efforts de réformes, mais en même temps rappeler à la Turquie par exemple de remplir ses obligations en ce qui concerne la mise en œuvre du protocole additionnel à l'accord d'association dit protocole d'Ankara.

Avec le potentiel politique et économique de la Turquie, l'UE pourrait jouer un rôle stratégique qui serait unique au monde en matière de politique étrangère.

Depuis le 27 juillet les négociations d'adhésion avec l'Islande ont commencé et le Luxembourg soutient la perspective européenne de l'Islande. Il faut savoir que l'Islande représente un cas particulier étant donné que ce pays nordique entretient déjà des relations étroites avec l'UE à travers sa participation à l'Espace Economique Européen depuis plus de 15 ans et dans les domaines couverts par ce traité, les lois islandaises respectent déjà à plus de 98% les lois européennes. Il est donc possible de se concentrer plus particulièrement sur les sujets les plus difficiles qui seront probablement la pêche et les services financiers.

En parlant des quatre pays des Balkans occidentaux qui ont aussi manifesté leur volonté d'adhérer à l'UE, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine, qui a le statut de pays candidat depuis 2005, peut espérer voir commencer prochainement les négociations d'adhésion. Malheureusement il reste le dossier délicat du nom de ce pays. Ce différend entre la Grèce et l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine constitue le seul obstacle au début des négociations. Le Luxembourg soutient les efforts des deux pays en vue de trouver rapidement une solution mutuellement acceptable.

Les efforts du Monténégro, de l'Albanie et de la Serbie pour rejoindre la famille européenne peuvent et doivent être pris au sérieux. La Serbie a franchi la 1^{ère} étape en octobre dernier lorsque le Conseil a accepté sa demande d'adhésion. La semaine dernière la Commission a publié son rapport sur l'élargissement et propose d'octroyer le statut de pays candidat au Monténégro. Elle n'a pas pu faire la même recommandation pour l'Albanie à cause de la situation politique bloquée dans ce pays.

En ce qui concerne plus particulièrement la Serbie, je voudrais souligner l'importance des récents développements dans la question du Kosovo. Je ne peux qu'encourager pleinement la nouvelle approche plus pragmatique des autorités de Belgrade, qui ouvre la voie à une coopération pratique directe entre la Serbie et le Kosovo. Nul n'est besoin de rappeler ici l'importance de notre engagement dans cette région, qu'il s'agisse de notre aide au développement ou notre contingent au sein de la KFOR.

Nous restons naturellement aussi impliqués aux côtés de la Bosnie, par le biais de notre participation à la mission Althéa de l'Union européenne. Ce pays peine encore à trouver la cohésion interne indispensable pour progresser dans son intégration aux structures euro-atlantiques. Il est possible que les récentes élections permettent une approche plus constructive des différentes parties, mais le chemin sera long.

Politique de voisinage

L'extension de l'espace de paix et de solidarité européen au-delà des frontières de l'UE ne recouvre pas seulement la question de l'élargissement. La politique européenne de voisinage, d'une part, et le partenariat oriental de l'autre, doivent également retenir toute notre attention.

La politique européenne de voisinage est la garante de l'unité et de la cohérence de l'approche prise par l'Union européenne envers ses voisins de l'Est et du Sud. Il faut éviter que la politique de l'UE vis-à-vis de ces seize pays ne se fragmente au gré des relations bilatérales privilégiées entre certains Etats membres de l'UE et certains des pays voisins. La prolifération de processus et d'institutions ne produirait que confusion, gaspillages et inefficacités. Ce qui est

en cause ici, c'est l'aptitude de l'Union européenne à projeter son fameux « soft power » et à mettre en valeur l'atout que représente l'attractivité de son modèle.

L'exigence d'unité et de cohérence n'exclut d'ailleurs pas l'élaboration d'initiatives spécifiques quand les circonstances le justifient.

Ainsi, le partenariat oriental, lancé en mai 2009, permet de prendre en compte la situation spécifique de six pays de l'Ex-union soviétique (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine). Le processus de transition économique, sociale et politique requiert une assistance suivie de la part de l'Union européenne. Ce soutien ne prend pas seulement la forme d'une assistance financière, mais également d'un renforcement des relations commerciales, des contacts entre les sociétés civiles et de la coopération entre ces six pays.

A nouveau, je tiens à souligner que le fait de rapprocher ces pays des standards européens ne relève pas seulement de notre devoir moral et historique. C'est aussi notre intérêt politique et économique bien compris. Ni le Luxembourg, ni l'Union européenne, ne peuvent espérer demeurer un havre de paix et de prospérité, si leur voisinage immédiat s'enfonce dans les difficultés économiques et politiques et s'avère impuissant à offrir des perspectives positives à sa population et en particulier à sa jeunesse.

En ce qui concerne l'Union pour la Méditerranée (UpM), les choses ne sont pour l'instant pas très encourageantes en raison du blocage des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens. Ainsi, le sommet, qui était prévu pour la fin de la semaine, a été annulé pour la deuxième fois. Les pays arabes ne sont pas prêts à s'asseoir autour d'une table sans perspectives d'issue politique et de résultats ...ce qui est compréhensible.

Etats-Unis d'Amérique

L'impact du renforcement institutionnel voulu par le traité ne doit cependant pas se limiter au voisinage immédiat de l'Union européenne. Bien au contraire : un des objectifs essentiels du traité est de permettre à l'Union européenne de mieux défendre son modèle et ses valeurs dans ses relations avec ses partenaires stratégiques. Etats, dont l'impact potentiel sur notre monde actuel et futur est le plus grand.

Parmi ces partenaires, les Etats-Unis sont évidemment l'allié naturel, tant pour le Luxembourg que pour l'Union européenne. Bien que différentes, les sociétés européennes et américaines partagent la même vision de la liberté et de la démocratie.

C'est au nom de ces valeurs communes que le Luxembourg a offert son assistance concrète aux Etats-Unis pour la fermeture du centre de détention de Guantanamo.

Des élections viennent d'avoir lieu aux Etats-Unis. Un Président démocrate et un congrès républicain vont cohabiter dans le pays : situation compliquée, mais pas exceptionnelle. En tant qu'européen, je souhaite que :

1. à la fin de la semaine, au sommet de Lisbonne, nous puissions transmettre le bon message au Président Obama: montrer notre disponibilité, au Proche-Orient, à renforcer la pression sur Israël en vue de mettre fin à la colonisation et à donner une chance aux négociations de paix.
2. nous les Européens soyons d'accord pour soutenir le Président Obama et ses efforts de désarmement. D'énormes potentiels peuvent être libérés, afin d'investir en premier lieu dans les Objectifs du Millénaire.

Le sommet de l'OTAN de Lisbonne apportera une partie des réponses. Les Etats-Unis ne partent plus du point de vue que les uns sont bons, et les autres mauvais. Cette approche convient mieux à la culture politique européenne. Espérons que chaque côté puisse en profiter.

Russie

La Russie est un autre partenaire avec lequel l'Union européenne peut et doit œuvrer de façon plus efficace encore pour renforcer la sécurité et la prospérité sur le continent européen. Dans ce contexte, le partenariat pour la modernisation joue un rôle essentiel. Par l'intermédiaire de ce partenariat, l'UE et ses Etats-membres, dont le Luxembourg, essaient de contribuer à la modernisation non seulement économique et technologique de la Russie, mais également dans sa dimension sociale et institutionnelle. En un mot : nous voulons voir la Russie comme un partenaire stratégique, également en matière de défense.

Chine

Et enfin, aucune région n'illustre mieux l'ampleur de la globalisation que l'Asie en général, et la Chine en particulier. Loin de moi l'idée de minimiser ici l'importance de la coopération avec le Japon aujourd'hui, respectivement avec l'Inde demain, mais je pense que vous ne verrez pas d'inconvénient à ce que je me concentre aujourd'hui plus particulièrement sur la Chine.

Comment en effet ne pas être frappé par l'ampleur à la fois du potentiel et du défi que représente ce pays ? Sa croissance économique fulgurante en fait désormais la deuxième économie du monde par la taille de son produit national brut. Les exportations chinoises sont intéressantes avant tout pour les consommateurs européens et américains et la prospérité accrue de cet immense pays en fait un marché de plus en plus convoité par les exportateurs européens.

En même temps, je ne peux que constater qu'il y a un revers à cette médaille. Sous de multiples aspects. Les conséquences écologiques et sociales de l'expansion sont préoccupantes. De fortes tensions économiques, sociales mais aussi politiques affectent certaines régions. En ce qui concerne la question des droits de l'Homme, des progrès sont souhaitables. Les réactions officielles à l'attribution du prix Nobel de la paix au dissident Liu Xiaobo étaient dures et défensives. L'UE a de l'influence sur la Chine et nous devrions - aussi avec la voix luxembourgeoise - conduire le dialogue en matière de droits de l'Homme de manière déterminée, sans agir en donneur de leçons. La Chine est réceptive aux bons arguments.

Je ne doute pas que des changements interviendront dans la position chinoise. L'objectif doit être de contribuer autant que possible à ce que la Chine s'intègre d'une manière harmonieuse dans la Communauté internationale.

Afrique

Une politique étrangère orientée vers l'avenir doit anticiper et accompagner le changement.

Le cas de l'Afrique est la meilleure illustration de cette évidence. Ce continent est celui de la jeunesse et de l'avenir : aujourd'hui un homme sur six est africain, demain ce sera un sur cinq.

Je sais qu'il est d'usage de présenter la situation en Afrique d'une façon extrêmement pessimiste et je ne veux certainement pas nier l'ampleur des problèmes. En témoignent les difficultés à progresser vers les objectifs du millénaire en matière de développement.

Mais pour une fois je souhaiterais rappeler un certain nombre d'éléments positifs. Malgré la persistance de plusieurs conflits atroces au Darfour, en

Somalie et dans le nord est de la république démocratique du Congo (RDC), nous ne devons pas oublier que le nombre de conflits en Afrique est en baisse constante.

Il est tout aussi encourageant de constater que les Africains eux-mêmes, par le biais de l'Union africaine, jouent désormais un rôle croissant dans la gestion et la résolution des conflits en Afrique. En refusant de reconnaître des autorités issues d'un coup d'Etat, l'Union africaine joue un rôle dissuasif et préventif important. En outre, elle prend maintenant en main la gestion du maintien de la paix, par exemple en Somalie.

L'Union européenne soutient ce processus, notamment par les missions de formation des forces de sécurité somaliennes et de réforme du secteur de sécurité en RDC, missions auxquelles participent également des membres de notre Armée.

Dans ce contexte, je ne saurais passer sous silence notre participation à la mission UE de lutte contre la piraterie au large de la Somalie. Nous contribuons ainsi à l'action de la communauté internationale contre le terrorisme et pour la sécurité de la navigation.

L'Afrique n'est pas seulement pauvreté et misère. Depuis plusieurs années déjà, elle génère une croissance économique encourageante, synonyme d'opportunités pour les populations locales, et aussi pour les entreprises luxembourgeoises dont un certain nombre ont déjà des activités en Afrique. Les premières missions commerciales luxembourgeoises en Afrique, qui ont eu lieu cette année, témoignent de l'intérêt de nos entreprises.

Afin de souligner notre engagement dans cette région du monde, nous avons accrédité cette année un Ambassadeur luxembourgeois auprès de l'Union africaine à Addis Abeba.

Proche Orient

Un engagement est également demandé dans d'autres parties du monde, comme par exemple au Proche Orient. Ces derniers mois avaient certes vu la reprise des pourparlers directs entre Israël et les Palestiniens, sous les auspices des Etats-Unis et avec l'implication de l'Union européenne. Malheureusement, le moratoire partiel sur les activités de colonisation en Cisjordanie occupée a pris fin peu après, contraignant les Palestiniens à suspendre les pourparlers. A peine les négociations ont-elles recommencées, qu'elles semblent déjà être sur le point d'être complètement abandonnées. Il faut espérer que la dernière proposition des Etats-Unis, qui a été faite pendant le week-end, trouvera une oreille attentive auprès du gouvernement israélien.

Je rappelle que le Luxembourg, avec ses partenaires de l'Union européenne, considère la colonisation comme une violation du droit international, un obstacle à la paix et à la mise en place d'un Etat palestinien viable. C'est en outre à mes yeux une humiliation permanente pour le peuple palestinien.

Quant à la situation à Gaza, elle reste désastreuse malgré le relâchement du régime d'acheminement des biens. Il y a toujours une grave pénurie de matériaux de construction, pourtant indispensables pour réparer les dégâts causés par les combats suite à l'invasion israélienne. Il est impossible d'exporter, ce qui compromet toute reprise économique et la circulation des personnes reste gravement entravée.

Il est injustifiable de punir ainsi toute la population de Gaza sous prétexte des méfaits du Hamas.

Je serais le dernier à vouloir méconnaître le besoin de sécurité d'Israël. Mais ce n'est pas en attisant le désespoir et la haine que la sécurité d'Israël sera renforcée. Bien au contraire ! C'est uniquement un accord avec les Palestiniens qui permettra de créer les conditions dans lesquelles Israël pourra être rassuré quant à sa sécurité.

Malgré les difficultés, les autorités palestiniennes font leur part du travail en œuvrant activement à la mise en place de leurs futures structures étatiques, indispensables pour que la coexistence avec Israël soit possible le jour venu. Et je souhaiterais rendre hommage ici à ces efforts qui ont le plein soutien du Luxembourg et de l'Union européenne.

Il y a une semaine, j'ai pris part à Abu Dhabi à une rencontre informelle des Ministres des Affaires étrangères arabes et de l'UE. Le Président Abbas et le Premier Ministre Fayyad étaient également présents. Ces dirigeants palestiniens modérés, qui veulent la paix, sont prêts, avec toute la Ligue arabe, à entamer immédiatement des négociations, si Israël reconnaît le principe des frontières de 1967 et déclare l'arrêt de la colonisation. Pour l'ensemble de la Communauté internationale, il est inenvisageable que cela n'arrive pas. Cette chance ne se représentera pas. Et il devient de plus en plus évident que les Palestiniens s'adresseront au Conseil de sécurité, s'il n'y a pas de progrès d'ici la fin de l'année. Nous savons tous qu'il est difficile d'apporter une solution toute faite à l'ONU et qu'il est extrêmement compliqué, comme dans le cas du Kosovo, de trouver des solutions pratiques par le biais d'une résolution de l'ONU. Toutefois ce sera sûrement la voie la plus probable parce que, aux yeux des Palestiniens, cela constitue la seule issue possible.

Ce gouvernement israélien aurait besoin d'un leadership courageux et d'une vision d'avenir. Je ne suis pas le seul à douter que ces qualités sont réunies pour le moment.

Iran

De nombreux observateurs du Moyen-Orient considèrent que seule la résolution du conflit israélo-palestinien pourra contrecarrer certaines aspirations de l'actuel régime iranien dans la région. Ni les sanctions, ni les menaces n'apporteront de changements à court ou moyen terme au régime iranien, qui au contraire se durcirait et ferait encore plus souffrir la population.

Par le biais de la résolution 1929 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la communauté internationale a mis en place un quatrième paquet de sanctions, reflétant l'insuffisance continue de la coopération de l'Iran avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). Le Luxembourg souscrit pleinement à ces mesures.

L'Union européenne, à l'instar des Etats-Unis et du Japon, a, lors de la mise en œuvre de la résolution, adopté des mesures additionnelles visant les intérêts stratégiques du régime iranien.

Dans ce contexte, le Luxembourg a toujours insisté sur deux points : les mesures en cause ne doivent pas viser la population iranienne dans son ensemble, mais uniquement les responsables du régime impliqués dans les activités violant les obligations internationales de l'Iran ; la voie du dialogue reste toujours ouverte. La communauté internationale, et l'Union européenne en particulier, continuent à se tenir prêtes à entamer à tout moment avec l'Iran une négociation, afin de sortir de l'impasse actuelle.

Je n'en oublie pas pour autant les grandes préoccupations que suscite la situation politique interne en Iran, notamment les graves violations des droits de l'Homme, la barbarie des lapidations et exécutions publiques ou encore, en particulier, la persécution des Baha'is. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de m'en entretenir avec mon homologue iranien lors de sa visite à Luxembourg au printemps dernier, et de condamner ces façons de procéder. Mais cela continue. Le régime iranien ne respecte ni les droits de l'Homme ni le droit international. Quelle dommage qu'un pays avec une telle culture, et une telle histoire, ait emprunté un tel chemin. Une solution facile pour provoquer le changement en Iran n'existe pas. Mais il faut savoir que le régime iranien des Mullah est aujourd'hui l'un des grands gagnants de la guerre d'Irak. Espérons qu'on tire partout cette même leçon.

Afghanistan

Le changement et l'adaptation sont perceptibles en Afghanistan, malgré les indéniables défis qui demeurent sur la voie d'un pays stable, en sécurité, prospère et respectueux des droits de l'Homme. Ce chemin, la Communauté internationale doit le parcourir, ensemble avec les Afghans. Le Luxembourg y est engagé tant par son aide au développement que par sa contribution à la force militaire internationale, qui met en œuvre le mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Depuis les conférences de Londres et de Kaboul, l'afghanisation est le leitmotiv de la stratégie mise en œuvre par la communauté internationale. Conformément aux souhaits des autorités afghanes, nous sommes entrés dans un processus de transfert graduel de responsabilité aux autorités afghanes, qui ont été investies de la mission de garantir elles-mêmes la sécurité des populations. Les troupes internationales prêteront assistance pour y parvenir, surtout en formant toujours

plus de membres de l'armée et de la police nationale afghanes, ceci afin que plus aucune troupe étrangère ne soit nécessaire en 2014, conformément à l'objectif fixé par la Conférence de Londres.

Cette évolution ne mènera à une paix durable que si elle est accompagnée d'un processus de réconciliation et de réintégration, incluant en particulier l'établissement d'un cadre de discussions avec ceux des insurgés qui sont prêts à renoncer à la violence et à accepter la constitution afghane. Les premiers signes en sont déjà perceptibles.

A long terme, c'est d'une transformation sociale, économique et institutionnelle dont a besoin l'Afghanistan. L'Union européenne et ses Etats membres, tout comme d'autres partenaires, y consacrent des ressources financières et humaines considérables.

OTAN

Les défis tels que la situation dans les Balkans ou en Afghanistan ne relèvent évidemment pas de la seule Union européenne. Un rôle décisif revient également dans ce contexte à l'OTAN.

Je ne peux d'ailleurs ici que regretter que la coopération entre ces deux organisations qui comptent tellement de membres en commun ne soit, paradoxalement, pas toujours optimale. La relation UE-OTAN reste, aujourd'hui encore, la victime collatérale d'un conflit toujours non résolu entre certains partenaires.

Ce qui importe, c'est que le phénomène de changement et d'adaptation, auquel j'ai déjà fait allusion, est actuellement aussi en cours à l'OTAN. Dans quelques

jours, l'Alliance adoptera lors de son sommet un nouveau concept stratégique, que nous avons récemment eu l'occasion de discuter ici.

Il ne s'agira pas de remettre en cause les valeurs fondamentales de l'Alliance. Il faut adapter ses missions, ses instruments et ses structures pour lui permettre de continuer à servir ces valeurs dans un contexte qui évolue en permanence : la défense collective reste la raison d'être de l'OTAN.

Mais en même temps nous apportons de nouvelles réponses aux nouvelles menaces. C'est ainsi que l'alliance conserve toute sa pertinence, même vingt ans après la fin de la guerre froide. Le nouveau concept ne se limite cependant pas à énumérer des menaces ; il illustre également la volonté de l'organisation de saisir les nouvelles opportunités qui se présentent à elle. En particulier, la nouvelle impulsion donnée au désarmement nucléaire par le discours du Président Obama à Prague, et par l'accord Start 2 qui s'en est suivi, constitue évidemment pour l'OTAN un signal clair. L'alliance se doit de rechercher la sécurité au niveau d'armement le plus bas possible et de contribuer ainsi au désarmement et à la non-prolifération nucléaire.

Le Luxembourg a participé activement au processus de préparation du nouveau concept stratégique. Avec la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Norvège, nous avons pris l'initiative de lancer la discussion sur l'avenir des armes nucléaires tactiques dont dispose l'organisation. Cette question figure désormais parmi celles auxquelles l'Alliance devra s'atteler dans un avenir proche.

Cette initiative est d'ailleurs en pleine cohérence avec la priorité que le Luxembourg donne depuis longtemps à la non-prolifération et au désarmement en général. Ainsi, notre pays s'engage activement en faveur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ainsi que dans le cadre de la

convention interdisant les bombes à sous-munitions tout comme celle relative aux mines anti-personnel. Il en va de même pour l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, où nous faisons partie du Conseil exécutif.

Monsieur le Président de la Chambre,
Mesdames, Messieurs,

Comme j'ai essayé de l'illustrer, les changements intervenus dans le domaine de la politique étrangère nous mettent à la fois face à des défis et à des opportunités. Notre pays y fait face avec ses partenaires et grâce à ses partenaires.

Mais le fait de savoir que nous pouvons compter sur l'appui de nombreux partenaires dans le cadre de diverses organisations ne nous dispense évidemment pas d'accomplir tous les efforts nécessaires pour être un membre engagé et fiable de la communauté internationale. Malgré nos limites structurelles, il n'y a pas d'alternative à une politique de présence active et engagée.

Nos attentes vis-à-vis de nos partenaires sont élevées. La réciprocité est logique et légitime. C'est pourquoi nous continuerons à fournir tous les efforts nécessaires pour rester à la pointe du processus d'intégration européenne en nous investissant totalement dans tous les projets communs.

Dans ce contexte, il ne suffit pas d'évoquer uniquement les projets fondamentaux, tels que l'Euro ou l'espace Schengen. Un engagement régulier dans des projets beaucoup plus modestes et discrets, par lesquels l'Union européenne offre son modèle et projette ses valeurs, est au moins aussi important. C'est pour cela que notre pays participe à toutes les missions militaires de l'UE. C'est pour cela que nous nous engageons dans des causes

aussi diverses que la réforme du secteur de sécurité en Somalie ou au Congo, la formation des juges et des policiers en Irak ou encore la reconstruction économique, sociale et institutionnelle du Kosovo.

Notre engagement envers l'Union européenne se manifeste bien entendu également dans la politique que nous menons en tant qu'Etat hôte de nombreuses institutions européennes. Le gouvernement poursuivra sans relâche ses efforts en vue d'offrir aux institutions européennes implantées au Luxembourg une grande qualité de vie et des conditions de travail optimales, ce qui est nécessaire pour fonctionner de manière efficace et cohérente.

Des projets tels que l'extension et la rénovation du Centre de conférences du Kirchberg, la deuxième extension de la Cour des Comptes, la rénovation et l'extension du bâtiment du Parlement européen ou encore de nouveaux immeubles pour la Commission nous offrent l'opportunité de montrer que, dans un contexte de concurrence exacerbée, Luxembourg reste une ville-siège à même d'accueillir les institutions européennes dans les meilleures conditions.

Je n'ai pas besoin de souligner à quel point notre politique d'aide au développement, que, contrairement à d'autres, nous maintiendrons à son niveau financier actuel malgré la crise, est un élément central de notre politique de présence et d'engagement.

Cette volonté d'agir en tant que membre responsable et engagé de la communauté internationale découle à la fois de nos valeurs et de nos intérêts. C'est la réponse que nous donnons à ceux qui, dans l'Union européenne, à l'ONU ou ailleurs, estiment que la direction du projet commun devrait être réservée à un petit nombre d'élus. Nous ne partageons pas ce point de vue. Nous posons notre candidature, avec modestie mais détermination, pour un siège non-

permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies en 2013-2014. Une décision, qui certes demande beaucoup d'efforts, mais nous a déjà attiré beaucoup de sympathie.

Par ce geste, nous avons donné un contenu concret à notre profession de foi en faveur du multilatéralisme et du droit international.

Avec cette candidature, comme avec l'ensemble de notre politique extérieure, nous nous efforçons d'agir conformément à notre réputation de défenseur de l'Etat de droit et de la solidarité. Beaucoup de pays, notamment les pays de petite taille et ceux de taille moyenne, de tous les continents, comptent sur nous et attendent de nous que nous soyons soit à la hauteur de ces défis.

Je vous remercie de votre attention.